



**Direction de l'Aménagement
et de l'Urbanisme**

Bondoufle, le 25 JAN. 2021

Affaire suivie par :
Najwa ABOU-YASSIN
Tél: 01.60.86.86.00
JH/FSU/NAY/FS/2021/19

DIPROPNEU
12, rue Henri DUNANT
91 070 BONDOUFLE

■ Affaires
générales
01 69 91 52 66

■ C.C.A.S.
01 69 91 52 69

■ Communication
Culture
01 60 86 99 33

■ Centre de loisirs
Périscolaire
01 60 86 45 88

■ Jeunesse
Colonies
01 60 86 01 47

■ Petite Enfance
Crèche
01 69 91 59 20

■ Scolaire
01 69 91 52 71

■ Techniques
01 69 91 52 80

■ Urbanisme
Environnement
01 69 91 52 73

Objet : Demande d'avis sur les conditions de remise en état sur le site après mise à l'arrêt définitif de l'exploitation d'une ICPE.

Monsieur le Président,

Dans le cadre de votre dossier de demande d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour un projet d'installation et d'exploitation d'une plateforme logistique classés sous la rubrique 1510.1530.1532. et 2263 de la réglementation ICPE au sein du Grand Parc à Bondoufle, vous sollicitez mon avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations.

Je prends note de vos engagements et j'émetts un avis favorable à votre proposition de remise en état du site, à savoir :

- Evacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site :
 - Evacuation des déchets résiduels en centre de traitement autorisé ;
 - Vidange et nettoyage des cuves de stockage conformément à la réglementation, en vigueur
- En cas de besoin, à interdire ou limiter l'accès au site et à surveiller les effets de l'installation sur l'environnement : l'ensemble des locaux ainsi que les portails d'entrée seront maintenus
 - Suppression des risques d'incendie et d'explosion
 - Démontage des équipements
 - Mise en sécurité des circuits électriques
- Surveillance des effets de l'installation sur son environnement le cas échéant.

D'autre part, j'ai bien pris en compte vos engagements à savoir :

- Notifier à M. le Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci en indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.
- Placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.
- Nous transmettre les plans du site, les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, les propositions sur le type d'usage futur du site qu'il est envisagé de considérer.
- Transmettre ces propositions dans le même temps à M. le Préfet.

Dans le cadre d'un usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, le terrain sera laissé dans un état comparable à celui de la période précédant l'exploitation de l'installation et compatible avec le règlement du document d'urbanisme en vigueur.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,



Jean HARTZ

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Copie : GPS-SPLA-IN